

SUÈDE

Les vieilles forêts ont quasi disparu

Le royaume nordique est couvert d'arbres, mais ce sont surtout de jeunes plantations, très sensibles au changement climatique.

FRÉDÉRIC FAUX
CORRESPONDANT À STOCKHOLM

En voiture sur les routes suédoises, il est inévitable d'avoir l'impression que la forêt est partout, avec son moutonnement sombre qui s'étend jusqu'à l'horizon. Elle occupe 70 % du territoire – un record en Europe – et s'immisce jusqu'au cœur des villes. *L'Allemansrätt*, le libre accès à la nature, est un droit constitutionnel qui permet à chacun de la parcourir, d'y cueillir baies et champignons. Comme beaucoup de ses concitoyens, le biologiste Sebastian Kirppu a donc pris l'habitude de s'arrêter sur un parking, un peu au hasard, pour s'enfoncer sous les frondaisons. Sauf que, le plus souvent, il ne se retrouve pas dans une vraie forêt : « Premier indice : il n'y a pas d'arbres morts », remarque-t-il aussitôt. « Regardez ensuite ces troncs alignés... Ce sont toujours les mêmes résineux et la finesse de leur écorce indique qu'ils ont entre 40 et 50 ans... Ils ont cependant la même taille que les arbres des forêts naturelles, multiséculaires. C'est parce qu'ils ont été plantés sur des marais asséchés ou d'anciennes prairies. Ils poussent très vite et leur bois n'est pas de bonne qualité : ils finiront en pâte à papier. »

Ce constat sans appel peut être fait dans la majorité des massifs du pays. La Suède s'est bâtie en consommant sa forêt – qui a alimenté les forges, les verreries, puis les papeteries – et ce depuis des siècles. Mais en ce début 2021, c'est comme si une partie de l'opinion publique en avait pris conscience. Selon l'Université suédoise des sciences agricoles, la Suède ne compte que 3,4 millions d'hectares de forêt de plus de 140 ans, soit 12,6 % du total. Et ces oasis sont menacées : une série d'enquêtes du quotidien *Dagens Nyheter* montre que les forêts anciennes continuent d'être décimées. Des documentaires assènent les mêmes accusations sur les écrans. Même Franz Timmermans, vice-président de la Commission européenne, constatait récemment en présentant son plan climat qu'en Suède, « les forêts sont en moins bon état qu'avant » et conseillait au pays d'adapter « sa stratégie forestière au challenge de la hausse des températures ».

Impact du changement climatique

Car une « plantation » n'a pas grand-chose à voir avec le biotope complexe qu'offre une « vraie » forêt. Pour le démontrer, Sebastian Kirppu nous emmène dans la réserve de Skatudden, au

nord de Stockholm. Le sol est plus accidenté, couvert de mousse, et la marche est entravée par des bouleaux, des épicéas et des pins de toutes tailles. Pour estimer leur âge, le biologiste s'appuie sur la présence d'espèces témoins : « Ces lichens sombres avec des points blancs ne poussent que sur les épicéas de plus d'un siècle. Et ça, c'est *Goodyera Repens* », ajoute-t-il en dénichant une plantule au milieu de la mousse, « une petite orchidée typique des vieilles forêts. » Mais ce qui l'intéresse encore plus, c'est le bois mort : « Dans nos forêts boréales, c'est dans ces arbres en décomposition que l'on trouve la plus grande biodiversité. Ils font vivre des centaines d'espèces de lichens, de champignons, d'insectes. En se décomposant très lentement, ils permettent d'avoir ce sol riche et épais, qui est une des plus importantes zones de stockage de CO₂ de notre planète. »

Si la biodiversité permet de s'adapter plus facilement aux bouleversements induits par le changement climatique, son absence peut expliquer en partie les fléaux qui s'abattent sur la Suède. Durant l'été 2018, le pays a été pris au dépourvu par des incendies qui ont consumé 25.000 hectares de forêt, phénomène plutôt inhabituel à ces latitudes. Les arbres sont aussi fragilisés par le scolyte, un coléoptère xylophage dopé par les vagues de chaleur, mais aussi par la monoculture d'un même arbre, qui permet une propagation accélérée. Selon Skogstyrelsen, l'Agence suédoise des forêts, huit millions de mètres cubes de bois ont été infestés l'année dernière. Pour le forestier et expert Peter Lindgren, « si l'abattage avait été mené en tenant compte des principes biologiques, de la biodiversité – et pas seulement des rendements –, les effets de ces catastrophes auraient été beaucoup plus faibles ».

Une bande de 100 km de large

Ce débat, en tout cas, polarise la Suède, pays qui se vend comme un modèle environnemental mais où les produits forestiers représentent 10 % des exportations, 120.000 emplois, et où l'Etat est le plus grand de tous les propriétaires. L'industrie réfute tout manquement et rappelle que la Suède, surtout dans sa moitié sud, a perdu une grande part de ses arbres au cours de la révolution industrielle et qu'elle compte aujourd'hui deux fois plus de surface forestière qu'il y a un siècle. Les défenseurs de l'environnement, pour leur part, demandent un arrêt immédiat des coupes à blanc dans les forêts anciennes, surtout en Laponie où les populations samies sont très mobilisées. « En Suède, il n'y a que 6 % de la forêt qui est classée en réserve ou en parc national. Ailleurs, vous pouvez faire ce que vous voulez », dénonce Sebastian Kirppu.

Une enquête commandée par le gouvernement, et rendue public le 30 novembre dernier, a suggéré la protection d'une bande de 100 km de large suivant la chaîne de montagnes qui sépare la Suède de la Norvège. La moindre des choses pour un pays qui, dans les forums internationaux, exige régulièrement la préservation des forêts tropicales d'Amazonie ou d'Afrique.



En raison du manque de biodiversité, des incendies dus au réchauffement climatique ont consumé 25.000 hectares de forêt, phénomène plutôt inhabituel à ces latitudes. © AFP



Patrick Dewaere, Miou-Miou et Gérard Depardieu dans « Les valseuses » : une liberté sexuelle qui a profité à tout le monde, mais d'abord aux hommes. © BELGAIMAGE

aux mains des hommes », résume Cécile Vandermeulen.

Faut-il, dès lors, brûler les années 60 ? Marie Peltier : « Il ne s'agit pas d'une remise en question des années 60 en tant que telles, mais de ce qu'on a fait de cet héritage. Est-ce qu'on s'en sert pour le mettre au service de la perpétuation de la domination masculine ou en fait-on un outil de véritable égalité ? Ce que les féministes d'aujourd'hui remettent en question, c'est le fait qu'on ne peut pas s'appuyer sur ces acquis pour ne plus s'interroger sur ce qu'il reste comme problèmes. »

Si certains comportements hérités des années 60 sont dénoncés, l'ordre social qui en a découlé est, lui, loin d'être déstabilisé

Comment se débarrasser de ce vieux schéma, de cette structure de pouvoir qui permet toujours à la figure dominante (les hommes) de disposer impunément des minorités (soit les groupes de personnes qui subissent des discriminations et des violences) ? En dé-

nonçant (*to call out*, en anglais, autre nom donné à la *cancel culture*). Dénoncer les dérives et les comportements que d'aucuns peuvent continuer à considérer comme permis mais qui ne sont dus qu'à leur position dominante. En première ligne, les violences sexuelles envers les femmes.

« Toute société évolue », dit Olivier Servais, sociologue et anthropologue, professeur à l'UCLouvain. « La difficulté est de savoir suivre cette évolution. » En clair, le monde est aujourd'hui moins blanc et moins masculin. « Avec ce bémol qu'il est encore très blanc et très masculin. » Si certains comportements hérités des années 60 sont dénoncés, l'ordre social qui en a découlé est, lui, loin d'être déstabilisé. Il est à peine effleuré.

D'où une certaine radicalisation de la prise de parole et une tension accrue dans le rapport de forces entre deux factions. D'un côté des jeunes conscientisés à la diversité qui réclament justice et réparations ; de l'autre, un repli conservateur masculiniste. Dans ce flot difficilement contenu, les uns parlent de libération de la parole quand d'autres parlent de « cancel culture ».

Est-ce qu'on se sert de cet héritage pour le mettre au service de la perpétuation de la domination masculine ou en fait-on un outil de véritable égalité ?

Marie Peltier essayiste et historienne à l'Institut supérieur de pédagogie Gallilée

”

de la délation ?

d'en arriver à une société de délation ? Pour Olivier Servais, « le risque est réel. Le fait que la parole se libère est une excellente chose. Mais la question est : où mettre le curseur ? ».

Pour Marie Peltier, les dérives existaient déjà avant le web. Surtout, elles ne doivent pas cacher le vrai débat : « On est dans une phase de radicalité de la prise de parole, c'est vrai, mais cette radicalité est à la mesure des dominations qui ont lieu depuis des dizaines, voire des centaines d'années. Il me semble important de voir les choses sur le long terme parce que sinon, on a un discours qui présente les féministes et les antiracistes comme des délateurs qui imposent un « tribunal médiatique ». Et soudain les bourreaux deviennent les victimes. Il y a une inversion des réalités là-dedans qui est très dérangeante et on passe complètement à côté de l'analyse historique. »

« Indicateur de la crise du lien social »

Chacun est en tout cas d'accord pour dire que les réseaux sociaux ont besoin d'un cadre, de modération pour éviter ce genre de dérives qui équivalent sou-

vent à des appels à la haine et à la délation punis par la loi. Une modération qui « n'est pas seulement nécessaire pour protéger les célébrités qui seraient accusées, mais aussi pour protéger les minorités qui sont tout autant lynchées sur les réseaux de façon parfois bien pire », ajoute Marie Peltier.

Quant à ceux qui regardent ces débats de loin en se disant que, décidément, de nos jours, « on ne peut plus rien dire » ? « Il y a du vrai dans le sens où on doit faire beaucoup plus attention à ce qu'on dit qu'avant. Notre parole est très contrôlée par le web, c'est beaucoup plus le cas qu'il y a vingt ans. Mais il y a quelque chose qui est de l'ordre de l'évolution politique « souhaitable ». Il est bon de prendre conscience que les hommes blancs ne sont pas seuls au monde et n'ont pas le monopole de la parole et de l'analyse politique. »

Ce serait même la condition *sine qua non* pour recréer du lien social. Car là est le vrai problème pour Olivier Servais. Et c'est peut-être la seule définition qui vaille : « La « cancel culture », c'est un indicateur de la crise du lien social. »